

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
17, esplanade Jean Moulin – Bâtiment André Malraux
BP 189
93003 Bobigny Cedex

Bobigny, le 01/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



REVETEMENT CHROME DUR

30 RUE BABEUF
93380 PIERREFITTE SUR SEINE

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2022 dans l'établissement REVETEMENT CHROME DUR implanté 30 RUE BABEUF 93380 PIERREFITTE SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 12/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVETEMENT CHROME DUR
- 30 RUE BABEUF 93380 PIERREFITTE SUR SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0006506431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société RCD réalise du traitement de surface dans les domaine de l'aéronautique et de l'armement avec en particulier des bains de Chrome VI concernés par le règlement REACH.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Légionelles
- REACH
- Incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
BRUIT	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 31	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise en demeure du 30 juin 2020	AP de Mise en Demeure du 30/06/2020, article 1	/	Sans objet
REACH Chrome VI	Règlement européen de 2006 Décision du 18/12/2020	/	Sans objet
IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3 > II.	/	Sans objet
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > I.	/	Sans objet
IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	/	Sans objet
DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13 > I.	/	Sans objet
SURVEILLANCE	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de contrôler le respect de la mise en demeure du 30 juin 2020 relative aux TARs, le respect des conditions d'utilisation du Chrome VI et les mesures de prévention et de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise en demeure du 30 juin 2020

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/06/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Revêtement Chrome Dur exploitant une installation de traitement de surface spécialisée dans le chromage industriel et une installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle sise 30 rue Babeuf à Pierrefitte-sur-Seine est mise en demeure de mettre en conformité, notamment son installation de refroidissement conformément à l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, dans un délai de 3 mois :</p> <p>-de transmettre les bilans TAR 2016 à 2018 interprétés conformément à la condition 3.7 V de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif à la R. 2921 à déclaration, mentionnant les périodes de fonctionnement, les consommations d'eau, les causes de chacune des dérives et les actions correctives de tous les dépassements de seuil de legionella année par année ;</p> <p>-de respecter la condition 3.7, II. 1. a) à f) de l'annexe I de l'AM du 14/12/2013 et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ l'identification des causes de chaque dépassement de seuil de legionella pneumophila supérieur à 100 000 UFC/L de l'année 2019 ;▪ la révision de l'analyse méthodique des risques (AMR) ;▪ la vérification des deux TAR par un organisme indépendant et compétent ;▪ la mise à jour des plans de surveillance et d'entretien ;▪ la rédaction d'un rapport global d'incident sur chacun des 2 dépassements de seuils de legionella pneumophila > 100 000 UFC/L de l'année 2019.
<p>Constats : L'exploitant a transmis les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- les bilans TAR de 2016 à 2018 ont été transmis le 14 septembre 2020,-l'identification des causes des dépassements de 2019 a été transmis le 14 septembre 2020 et reprise dans le bilan annuel 2020 qui a été transmis le 19 février 2021,-la révision de l'AMR a été réalisée le 3 juin 2020 et transmise le 14 septembre 2020, une nouvelle AMR a été réalisée en avril 2021 et transmise le 14 juin 2022,-la vérification des TAR a été réalisée le 8 juin 2020 et le rapport transmis le 14 septembre 2020,-la mise à jour des plans de surveillance et d'entretien a été réalisée et les plans transmis le 14 septembre 2020,-le rapport d'incident sur les dépassements de 2019 a été transmis le 14 septembre 2020 <p>L'exploitant indique par ailleurs que l'amélioration des conditions d'exploitation des TAR se poursuit : nouvelle stratégie de traitement, travaux sur les installations, nouvelle AMR (avec levée des réserves). Il n'y a pas eu de dépassements depuis 2020.</p> <p>Dans ces conditions l'inspection propose de lever la mise en demeure du 30 juin 2020.</p>
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : REACH Chrome VI

Référence réglementaire : Règlement européen 1907/2006, décision du 18/12/2020
Thème(s) : Produits chimiques, Autorisation REACH
Prescription contrôlée : L'exploitation des installations par l'utilisateur aval doit être conforme aux conditions des autorisations accordées pour le Chrome VI (décision C2020 8797 du 18 décembre 2020, autorisations 20/18/10 et 20/18/11).
Constats : L'exploitant est utilisateur aval pour 2 fournisseurs titulaires d'autorisation REACH pour le chrome VI (autorisations 20/18/10 et 20/18/11, décision C2020 8797 du 18 décembre 2020) valables jusqu'en 2024. Une déclaration a été faite à l'ECHA le 17 mars 2021. L'exploitant doit déclarer en particulier les quantités utilisées et réaliser un suivi de l'exposition de ses travailleurs. L'exploitant précise que des prises de sang sont réalisées par la médecine du travail et que des mesures surfaciques sur les agents ont été faites. L'exploitant a également modifié ses installations pour limiter les expositions : couverture des bains, port de masques, mise en place de pompes doseuses avec chrome liquide (pour éviter la manipulation du chrome paillette), éloignement des redresseurs, parois pour protéger les postes de travail... RCD a mis en place un pilote pour la substitution avec le chrome III . Le traitement sur une ou 2 matières (sur 4) devrait pouvoir être validé d'ici juillet. Il faut compter ensuite 2 à 3 ans pour la qualification internationale. L'intégralité des pièces traitées sur le site devrait pouvoir passer au Chrome III.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Les installations de désenfumage ont été vérifiées le 17 mai 2021. La prochaine vérification est prévue cet été.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : <p>Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui doivent être maintenus fermés. Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou sont éliminés comme les déchets.</p>
Constats : Les alarmes de point bas et les thermoplongeurs sont vérifiés tous les ans (dernier contrôle le 1er juin 2022).
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Le site dispose de RIA et d'extincteurs. Les RIA ont été contrôlés le 8 juin 2022, les extincteurs ont été contrôlés le 27 octobre 2021 mais une partie a été remplacée le 6 avril 2022. Les extincteurs respectent par ailleurs l'article 18 de l'AP du 10 avril 1986 réglementant les installations (nombre et implantation). Concernant les appareils incendie, l'exploitant doit identifier les appareils existants (a priori au moins un près du site CDIF) et s'assurer de leur disponibilité.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Registre
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
Constats : Des remarques avaient été faites lors de la dernière visite. L'exploitant a mis en place un suivi plus complet des quantités de produits dangereux stockées et lors de la visite il n'y avait plus de produits stockés dans la mauvaise zone.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme. Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : <ul style="list-style-type: none">- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;- les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ; - les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ;- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 16. L'exploitant a l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident conformément aux dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.
Constats : Des consignes sont affichées près des postes de travail et disponibles à l'entrée.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Un contrôle des émissions sonores les 11 et 12 juillet 2018 avait mis en évidence plusieurs dépassements des valeurs de bruit en limite de propriété. Un nouveau contrôle a été réalisé les 29 et 30 novembre 2021 qui conclut à la conformité des installations sauf sur 2 points de mesure pour lesquels les valeurs en limite de propriété en période nocturne sont non conformes. L'inspection note que le référentiel réglementaire entre les 2 études est différent. Le contrôle de 2018 se basait sur les valeurs de l'AP du 10 avril 1986 (50 dB la nuit et week end) alors que celui de 2021 se base sur celles de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (60 dB la nuit). L'inspection propose d'acter la prise en compte pour les installations des valeurs de l'AM du 30 juin 2006 relatif aux traitement de surface à autorisation (IED) qui se réfère à l'AM du 23 janvier 1997. L'exploitant indique que depuis les mesures de novembre des travaux ont été réalisés sur la TAR (ventilateur) qui peuvent avoir réduit le bruit (l'écart sur le point 2 est toutefois de 9,5 dB). Pour le point 3, l'écart avec la valeur limite est de 6 DdB. Au vu de l'emplacement des points de mesure et des horaires où les bruits sont détectés, l'exploitant estime que le dépassement du point 2 est lié au fonctionnement de la TAR (fonctionnement permanent) et celui du point 3 à la chaufferie et au compresseur (fonctionnement la nuit, en hivers). L'exploitant doit identifier précisément les installations à l'origine des bruits et transmettre à l'inspection une proposition de travaux avec échéancier dans un délai de 3 mois.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : SURVEILLANCE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur : <ul style="list-style-type: none">- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;- les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.
Constats : L'exploitant réalise régulièrement un contrôle du bon fonctionnement des dévésiculeurs et des extractions et un nettoyage des dévésiculeurs 1/mois. Une mesure des rejets polluants dans les rejets atmosphériques est réalisée chaque année. Le dernier contrôle date du 14 septembre 2021. Le rapport conclut à la conformité des rejets. Les mesures portent également sur les débits d'extraction ce qui permet de vérifier qu'elles sont conformes aux valeurs définies pour l'installation.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet